

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205083]

**21 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions en matière de subventionnement des infrastructures d'accueil et d'hébergement pour les personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, et plus particulièrement l'article 283;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté royal du 4 juin 1969 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subvention aux administrations subordonnées, aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif, pour la construction de homes pour handicapés adultes isolés, pour l'aménagement dans ce but d'établissements existants ainsi que pour leur équipement et leur mobilier d'installation;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 1971 déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1974 relatif aux subventions de l'Etat pour l'achat et l'équipement de constructions existantes destinées à servir d'établissement pour handicapés;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 1969 fixant le coût maximum par lit à prendre en considération pour l'application de l'arrêté royal du 4 juin 1969 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subvention aux administrations subordonnées, aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif, pour la construction de homes pour handicapés adultes isolés, pour l'aménagement dans ce but d'établissements existants ainsi que pour leur équipement et leur mobilier d'installation, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1972;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 1971 fixant le prix maximum à prendre en considération pour l'application de l'arrêté royal du 27 avril 1971 déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux et physiques, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1972;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du coût maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement des homes pour handicapés adultes;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du prix maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné en séance le 20 juillet 2017;

Vu le rapport du 20 juillet 2017 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 61.966/2/V du Conseil d'Etat, donné le 4 septembre 2017 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des personnes handicapées, donné le 29 août 2017;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, il est inséré un Titre XIII/1, comportant les articles 1371/1 à 1371/5, rédigé comme suit :

« Titre XIII/1. Subventionnement des infrastructures d'accueil et d'hébergement pour les personnes handicapées

Art. 1371/1. Dans les limites des crédits budgétaires, l'Agence visée à l'article 2, peut accorder aux services visés à l'article 283, 6° et 7°, du Code décretaal, des subsides pour les investissements en matière d'achat, de construction, d'extension, de transformation, de grosses réparations, d'équipement et de premier ameublement de bâtiments dont la prise en charge ne fait pas l'objet d'une intervention accordée en vertu d'autres dispositions.

Art. 1371/2. Afin de remplir la mission visée à l'article 1371/1, l'Agence visée à l'article 2, procède par des appels à projets. Ceux-ci sont publiés sur le site internet de l'Agence.

L'appel à projets précise le plafond et le taux d'intervention. Le taux d'intervention est fixé à maximum 80 % du prix du terrain, du bâtiment, des travaux, fournitures et du mobilier d'installation. Le montant maximum par projet est fixé à deux millions d'euros.

Art. 1371/3. Le Gouvernement fixe les objectifs et les critères des appels à projets.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les appels à projets lancés avant le 31 décembre 2017, le Ministre fixe les objectifs et les critères.

Art. 1371/4. L'Agence visée à l'article 2 fixe la période durant laquelle le dépôt d'une demande d'appel à projets est recevable.

Art. 1371/5. Le classement des projets sélectionnés est soumis à l'approbation du Gouvernement.".

**Art. 3.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 4 juin 1969 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subvention aux administrations subordonnées, aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif, pour la construction de homes pour handicapés adultes isolés, pour l'aménagement dans ce but d'établissements existants ainsi que pour leur équipement et leur mobilier d'installation, tel que modifié par les arrêtés royaux du 2 mai 1977 et du 15 avril 1977;

2° l'arrêté ministériel du 5 juin 1969 fixant le coût maximum par lit à prendre en considération pour l'application de l'arrêté royal du 4 juin 1969 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subvention aux administrations subordonnées, aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif, pour la construction de homes pour handicapés adultes isolés, pour l'aménagement dans ce but d'établissements existants ainsi que pour leur équipement et leur mobilier d'installation, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1972;

3° l'arrêté royal du 27 avril 1971 déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux et physiques, tel que modifié par les arrêtés royaux du 2 mai 1977 et 15 avril 1977;

4° l'arrêté ministériel du 28 avril 1971 fixant le prix maximum à prendre en considération pour l'application de l'arrêté royal du 27 avril 1971 déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux et physiques, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1972;

5° l'arrêté royal du 11 septembre 1974 relatif aux subventions de l'Etat pour l'achat et l'équipement de constructions existantes destinées à servir d'établissement pour handicapés, modifié par les arrêtés royaux du 3 septembre 1975 et du 2 mai 1977;

6° l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du coût maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement des homes pour handicapés adultes;

7° l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du prix maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour qui suit sa signature.

**Art. 5.** La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 septembre 2017.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205083]

#### 21 SEPTEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen inzake de subsidiëring van de opvang- en huisvestingsinfrastructuren voor de gehandicapte personen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 283;

Gelet op het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juni 1969 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen aan de ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen zonder winstoogmerk voor het bouwen van tehuizen voor alleenstaande volwassen gehandicapten, voor de aanpassing met dat doel van bestaande inrichtingen, alsmede voor hun uitrusting en eerste meubilering;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 1971 tot vaststelling van het percentage en de toekenningsvoorwaarden van de door de Staat verleende subsidies voor het bouwen, inrichten, uitbreiden, moderniseren en uitrusten van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1974 betreffende de subsidies van de Staat voor de aankoop en de uitrusting van bestaande gebouwen bestemd als inrichting voor gehandicapten;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 juni 1969 tot vaststelling van de maximumprijs per bed die in aanmerking dient genomen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 4 juni 1969 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen aan ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen zonder winstoogmerk voor het bouwen van tehuizen voor alleenstaande volwassen gehandicapten, voor de aanpassing met dat doel van bestaande inrichtingen, alsmede voor hun uitrusting en eerste meubilering, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 december 1972;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 april 1971 tot vaststelling van de maximumprijs, die in aanmerking dient genomen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 27 april 1971 tot vaststelling van het percentage en de toekenningsvoorwaarden van de door de Staat verleende subsidies voor het bouwen, inrichten, uitbreiden, moderniseren en uitrusten van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 december 1972;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor het subsidiëren van de bouw, de aanpassing en de uitrusting van tehuizen voor volwassen gehandicapten;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor het subsidiëren van de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juli 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven tijdens de zitting op 20 juli 2017;

Gelet op het rapport van 20 juli 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidlijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies 61.966/2/V van de Raad van State, gegeven op 4 september 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven op 29 augustus 2017;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, boek V, wordt een titel XIII/1 ingevoegd, dat de artikelen 1371/1 tot 1371/5 omvat, luidend als volgt :

"Titel XIII/1. Subsidiëring van de opvang- en huisvestingsinfrastructuren voor de gehandicapte personen

Art. 1371/1. Binnen de perken van de begrotingskredieten, kan het Agentschap bedoeld in artikel 2, aan de diensten bedoeld in artikel 283, 6° en 7°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, subsidies toekennen voor investeringen inzake aankoop, bouw, uitbreiding, verbouwing, belangrijke herstellingen, van uitrusting en eerste meubilering van gebouwen waarvan de kostenovername niet het voorwerp uitmaakt van een tegemoetkoming toegerekend krachtens andere bepalingen.

Art. 1371/2. Om de in artikel 1371/1 bedoelde opdracht te vervullen verricht het Agentschap bedoeld in artikel 2 oproepen tot het indienen van projecten. Deze projecten worden op de website van het Agentschap gepubliceerd.

De oproep tot het indienen van projecten bepaalt het plafond en het tegemoetkomingpercentage. Het tegemoetkomingpercentage wordt bepaald op maximum 80 % van de prijs van de grond, van het gebouw, van de werken, leveringen en eerste meubilering. Het maximumbedrag per project wordt vastgelegd op twee miljoen euro.

Art. 1371/3. De Regering legt de doelstellingen en de criteria van de oproepen tot het indienen van projecten vast.

In afwijking van het vorig lid bepaalt de Minister, voor de projectenoproepen die vóór 31 december 2017 worden gedaan, de doelstellingen en de criteria.

Art. 1371/4. Het Agentschap bedoeld in artikel 2 bepaalt de periode waarin de indiening van een aanvraag van projectenoproepen ontvankelijk is.

Art. 1371/5. De rangschikking van de geselecteerde projecten wordt aan de goedkeuring van de Regering onderworpen."

**Art. 3.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 4 juni 1969 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen aan de ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen zonder winstoogmerk voor het bouwen van tehuizen voor alleenstaande volwassen gehandicapten, voor de aanpassing met dat doel van bestaande inrichtingen, alsmede voor hun uitrusting en eerste meubilering, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 mei 1977 en 15 april 1977;

2° het ministerieel besluit van 5 juni 1969 tot vaststelling van de maximumprijs per bed die in aanmerking dient genomen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 1969 juni 4 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen aan ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen zonder winstoogmerk voor het bouwen van tehuizen voor alleenstaande volwassen gehandicapten, voor de aanpassing met dat doel van bestaande inrichtingen, alsmede voor hun uitrusting en eerste meubilering, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 december 1972;

3° het koninklijk besluit van 27 april 1971 tot vaststelling van het percentage en de toekenningsvoorwaarden van de door de Staat verleende subsidies voor het bouwen, inrichten, uitbreiden, moderniseren en uitrusten van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 mei 1977 en 15 april 1977;

4° het ministerieel besluit van 28 april 1971 tot vaststelling van de maximumprijs, die in aanmerking dient genomen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 27 april 1971 tot vaststelling van het percentage en de toekenningsvoorwaarden van de door de Staat verleende subsidies voor het bouwen, inrichten, uitbreiden, moderniseren en uitrusten van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 december 1972;

5° het koninklijk besluit van 11 december 1974 betreffende de subsidies van de Staat voor de aankoop en de uitrusting van bestaande gebouwen bestemd als inrichting voor gehandicapten, gewijzigd bij de Koninklijke besluiten van 3 september 1975 en 2 mei 1977;

6° het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor het subsidiëren van de bouw, de aanpassing en de uitrusting van tehuizen voor volwassen gehandicapten;

7° het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor het subsidiëren van de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag die volgt op zijn ondertekening.

**Art. 5.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 september 2017.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. GREOLI